

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

GUATEMALA : LA POLICE
DIPERSE LES MIGRANTS
HONDURIENS

La police guatémaltèque a dispersé hier plusieurs milliers de migrants honduriens qui bloquaient une route dans l'Est du pays où ils ont été stoppés dans leur avancée vers les Etats-Unis, ont constaté des journalistes. Plusieurs policiers en tenue anti-émeute ont dispersé avec des gaz lacrymogènes les quelque 4 000 migrants qui bloquaient depuis samedi le transit des marchandises sur cet axe frontalier entre Guatemala et Honduras.

OUGANDA : INTERNET PARTIELLEMENT RÉTABLI

L'accès à internet a été partiellement rétabli hier en Ouganda après cinq jours de suspension quasi totale liée à la tenue d'une élection présidentielle tendue dans ce pays d'Afrique de l'Est, où le président sortant Yoweri Museveni a été réélu pour un sixième mandat. La commission électorale a proclamé samedi, 48 heures après le scrutin, la victoire de M. Museveni, au pouvoir depuis 1986, avec 58,6% des voix, un résultat rejeté par le principal candidat de l'opposition, Bobi Wine.

LE VATICAN JUGERA LA "DAME DU CARDINAL"

Le tribunal de l'Etat de la Cité du Vatican a annoncé hier qu'il allait juger une Italienne soupçonnée de "détournements de fonds en bande organisée", mais a renoncé à demander son extradition depuis l'Italie. Cecilia Marogna, une jeune consultante italienne qui s'était vu confier un demi-million d'euros par le Saint-Siège sur un compte en Slovénie, avait été arrêtée à la mi-octobre à Milan, en vertu d'un mandat d'arrêt international émis par Interpol à la demande des enquêteurs du Vatican.

Cuba-Etats-Unis : avec Biden, une nouvelle partie d'échecs

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Joe Biden devra reprendre l'initiative dans le cadre des relations entre les Etats et Cuba. Ce d'autant qu'après quatre ans de dures sanctions par l'administration de Donald Trump, les liens entre les deux pays sont au plus bas depuis des décennies. Selon de nombreux experts, la tâche ne sera pas simple pour la nouvelle administration. Ainsi, au total, plus de 190 mesures ont été prises pour renforcer l'embargo en vigueur depuis 1962, de quoi effacer presque totalement le rapprochement entrepris par Barack Obama et rendre la vie quotidienne des Cubains chaque jour plus difficile. Interdiction des escales à Cuba pour les croisières américaines, liste noire pour une série d'entreprises et de dirigeants cubains, poursuites contre des entreprises étrangères présentes sur l'île. En outre, la rafale de sanctions s'est poursuivie jusqu'à la dernière minute, avec la semaine dernière le retour de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme, puis des mesures contre le ministre de l'Intérieur. Durant sa campagne, Biden a fait des promesses alléchantes pour Cuba, s'engageant à revenir sur les restrictions imposées par Trump sur les voyages et l'envoi d'argent des Cubains exilés vers leurs proches sur l'île.

A Joe Biden de jouer le premier coup dans cette nouvelle partie d'échecs entre les deux pays, en froid diplomatiquement, estime Jorge Duany, directeur de l'Institut de recherches cubaines de l'Université internationale de Floride. Le nouveau président, qui aura un Cubain, Alejandro Mayorkas, comme secrétaire de Sécurité intérieure, "pourrait revenir sur la récente décision de remettre Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme", en plus de tenir ses promesses de campagne, selon M. Duany. Et, à moyen terme, nommer un ambassadeur "si le Congrès, désormais contrôlé par les Démocrates, l'approuve".



Joe Biden devra détendre la relation avec Cuba.

"Le gouvernement cubain pourrait avancer dans l'implantation de réformes économiques permettant une plus grande participation du secteur privé" et autoriser "une plus grande diversité d'opinions politiques",

commente-t-il. Prudent, le président Miguel Diaz-Canel a juste exprimé pour l'instant sa disposition à "discuter sur n'importe quel sujet". Mais, comme il l'a souligné face au Parlement le 17 décembre, jour anniversaire du

dégel initié par Obama et Raul Castro en 2014, "ce que nous ne sommes pas disposés à négocier, ce sur quoi nous ne céderons pas un centimètre, c'est la révolution, le socialisme et notre souveraineté".

Nouvelle politique d'engagement

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Pour le Bureau de Washington sur l'Amérique latine (Wola) et le Centre pour la démocratie dans les Amériques (CDA), une chose est sûre : "les Etats-Unis ont besoin d'une nouvelle politique d'engagement avec Cuba qui serve les intérêts américains et ceux du peuple cubain".

Dans leur rapport conjoint publié en décembre, les deux think-tank américains soulignent que Cuba "est en train de changer". Et "les Etats-Unis peuvent avoir une influence positive sur la trajectoire de ce changement, mais seulement avec une politique d'engagement".

"Continuer avec les politiques du passé et les modifier seulement à la marge mettra les Etats-Unis hors-jeu, isolés de leurs alliés, isolés des Cubains ordinaires au-delà des petits groupes de dissidents, et isolés de la génération



Vers une normalisation avec Cuba.

montante des dirigeants cubains, qui donneront forme à l'avenir de l'île", insiste le rapport. Un tuyau que chuchotent les deux think-tank, tout en proposant eux aussi la désignation d'un nouvel ambassadeur à La Havane : Biden pourrait appeler Diaz-Canel pour l'inviter au Sommet des Amériques, organi-

sé fin 2021 aux Etats-Unis. Cuba avait participé pour la première fois à ce Sommet au Panama en avril 2015, quelques mois après l'annonce d'un rapprochement entre les deux ex-ennemis de la Guerre froide... l'occasion d'une poignée de main historique entre Barack Obama et Raul Castro.